



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**RAPPORT DU**

**CONSEIL NATIONAL**

**DES OPERATIONS FUNERAIRES**

**2014 – 2016**

**DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES**  
Juin 2017

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

INTRODUCTION .....	3
I – LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES .....	4
<b>A- LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES</b> .....	4
1. COMPOSITION .....	4
2. LES SEANCES PLENIERES .....	4
3. LES GROUPES DE TRAVAIL.....	5
<b>B- LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LA MODIFICATION DES NORMES APPLICABLES EN MATIERE FUNERAIRE</b> .....	5
1. LES TEXTES QUI ONT MODIFIE LA LEGISLATION FUNERAIRE ENTRE 2014 ET 2016.....	5
2. LES PROJETS DE MODIFICATION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE SUITE AUX TRAVAUX ENGAGES EN 2016.....	6
II - LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE.....	9
<b>A- BILAN STATISTIQUE SUR LES PROCEDURES D’HABILITATION DES ENTREPRISES, DES REGIES OU ASSOCIATIONS DE POMPES FUNEBRES</b> .....	9
1. ÉVOLUTION DES HABILITATIONS DES OPERATEURS FUNERAIRES .....	9
2. LE BILAN DES SANCTIONS.....	10
<b>B- LE DEVELOPPEMENT CONTINU DE LA CREMATION</b> .....	11
<b>C- ELEMENTS STATISTIQUES SUR LES EQUIPEMENTS FUNERAIRES</b> .....	12
1. LES CHAMBRES FUNERAIRES.....	12
2. LES CREMATORIUMS .....	12
<b>D- ELEMENTS STATISTIQUES SUR LE SECTEUR FUNERAIRE</b> .....	13
1. EVOLUTION DE LA MORTALITE.....	13
2. LES PRINCIPALES ASSOCIATIONS ET LES FEDERATIONS .....	15
III- L’EVOLUTION DES TARIFS DES PROFESSIONNELS .....	16
IV- CONCLUSION .....	18
A N N E X E S.....	19
ANNEXE 1 : Membres du conseil national des opérations funéraires. . . . .	19
ANNEXE 2 : Nombre d’opérateurs funéraires habilités par région et par département .....	21
ANNEXE 3 : Nombre de retraits et de suspensions d’habilitations. ....	24
ANNEXE 4 : Crématoriums .....	27
ANNEXE 5 : Mode de gestion des crématoriums et nombre de personnes crématisées .....	30
ANNEXE 6 : Nombre de chambres funéraires habilitées et capacités. . . . .	35

# INTRODUCTION

Créé par la loi du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire, le Conseil national des opérations funéraires (CNOF) est un organisme consultatif placé auprès du ministre de l'intérieur. Il remplit un rôle de conseil des pouvoirs publics pour l'élaboration de la législation et de la réglementation funéraires.

Conformément aux dispositions de l'article L.1241-1 du code général des collectivités territoriales, il doit rendre public un rapport, tous les deux ans, sur ses activités, le niveau et l'évolution des tarifs des professionnels, ainsi que les conditions de fonctionnement du secteur funéraire.

En éléments de synthèse, le présent rapport révèle notamment :

- un faible nombre de retraits d'habilitations engagées à l'encontre des professionnels pour des manquements ou des motifs pénalement répréhensibles ;
- un nombre croissant de retraits d'habilitation en raison de la reprise d'activité par un autre opérateur ;
- une augmentation continue du recours à la crémation, mais également du nombre de crématoriums, lesquels sont inégalement répartis sur le territoire ;

Une hausse du prix des prestations funéraires en moyenne annuelle nettement supérieur à l'évolution des prix à la consommation.

Entre 2014 et 2016, le CNOF s'est réuni à deux reprises.

La loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire qui a sensiblement modifié les dispositions applicables aux cimetières et aux opérations funéraires est désormais bien intégrée par l'ensemble des acteurs du droit funéraire.

Cette évolution législative s'est également traduite par un accompagnement accru des préfetures, et au travers elles, de l'ensemble des collectivités ou opérateurs funéraires, dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

Les renseignements sur la composition et le fonctionnement du Conseil, les comptes rendus des séances plénières ainsi que les rapports rendus sur ses activités sont disponibles sur le site Internet <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>.

# **I – LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES**

## **A- LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES**

### **1. COMPOSITION**

Le Conseil national des opérations funéraires, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par les articles D. 1241-1 à D. 1241-8 du code général des collectivités territoriales, comprend vingt-neuf membres : cinq représentants des administrations, quatre maires et un président de groupement de communes, quatre personnalités qualifiées, deux représentants des régions, trois représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres, cinq représentants des salariés, deux représentants des familles et trois représentants des associations de consommateurs.

Monsieur Bruno DELSOL, Directeur général des collectivités locales, préside le Conseil depuis le 14 janvier 2016.

Son secrétariat est assuré, sous l'autorité de son président, par le bureau des services publics locaux de la sous-direction des compétences et des institutions locales à la Direction Générale des Collectivités Locales.

Les membres du Conseil national des opérations funéraires sont nommés pour six ans leur mandat étant renouvelable une fois.

### **2. LES SEANCES PLENIERES**

Le décret n° 93-905 du 13 juillet 1993 relatif au Conseil national des opérations funéraires prévoit la réunion de ses membres, sur convocation de son président.

Le CNOF s'est réuni à deux reprises en séances plénières entre 2014 et 2016 :

#### **Séance plénière du 18 septembre 2014**

- I. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 7 décembre 2012
- II. Demande d'avis sur le rapport du CNOF
- III. Point de situation sur l'encadrement de la pratique des soins de conservation
- IV. Questions diverses

#### **Séance plénière du 11 mai 2016**

- I. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 18 septembre 2014
- II. Projet de décret relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national des opérations funéraires
- III. Projet de décret relatif aux opérations funéraires
- IV. Projet d'arrêté relatif aux conditions d'accès partiel aux activités professionnelles du secteur funéraire
- V. Projet de décret relatif aux conditions de confidentialité des informations transmises sur la vaccination contre l'hépatite B des thanatopracteurs et point de situation sur les textes relatifs aux soins de conservation après les débats parlementaires lors du projet de loi santé
- VI. Points soulevés lors du procès-verbal de la séance plénière du 18 septembre 2014 :
  - point de situation sur les projets de textes relatifs aux cercueils (consultation écrite du 24 décembre 2014)

- point de situation sur les textes relatifs aux crématoriums
- réponses aux différentes questions soulevées

#### VII. Questions diverses :

- les questions écrites
- les questions des membres du Conseil national des opérations funéraires

Une consultation écrite s'est également déroulée le 24 décembre 2014 sur un projet de décret relatif aux cercueils, aux garnitures étanches et aux housses imperméables, et sur le projet d'arrêté correspondant.

Des difficultés ont été rencontrées pour organiser les séances plénières en raison de l'absence de nomination de certains membres du CNOF.

Un arrêté de composition partiel a donc été pris afin de pouvoir maintenir les réunions du conseil.

### **3. LES GROUPES DE TRAVAIL**

Durant la période, aucun groupe de travail ne s'est réuni.

## **B- LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LA MODIFICATION DES NORMES APPLICABLES EN MATIERE FUNERAIRE**

Aux termes de l'article L. 1241-1 du code général des collectivités territoriales, le Conseil national des opérations funéraires est consulté sur les projets de textes relatifs à la législation et à la réglementation funéraires.

### **1. LES TEXTES QUI ONT MODIFIE LA LEGISLATION FUNERAIRE ENTRE 2014 ET 2016**

- L'article 15 de la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures a modifié le régime de surveillance obligatoire par les fonctionnaires.

Seules les opérations ci-dessous y sont soumises :

- les opérations de fermeture et de scellement du cercueil lorsqu'il y a crémation
- les opérations de fermeture et de scellement du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et qu'aucun membre de la famille n'est présent au moment de ces opérations.

En revanche, les exhumations à la demande des familles ne donnent plus lieu à une surveillance obligatoire. Il revient donc à l'opérateur funéraire de procéder aux opérations de scellement du cercueil par tout moyen compatible avec le respect dû aux morts et permettant de s'assurer que le cercueil ne pourra pas être rouvert. En l'absence de membre de la famille, l'opération requière la présence des services de polices

- L'article 11 de l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels. Cette ordonnance a modifié les dispositions des articles L. 2223-47, L. 2223-48, L. 2223-49 et L. 2223-50 du CGCT en transposant la directive 2013/55/UE du 20

novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. L'ordonnance transpose en droit interne trois dispositifs nouveaux : l'accès partiel, la carte professionnelle européenne et le mécanisme d'alerte. L'autorisation d'exercice avec un accès partiel permet à un professionnel, pleinement qualifié dans l'État membre d'origine, d'exercer une partie seulement des actes relevant d'une profession réglementée en France.

- La loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens modifie l'article 21 de la loi du 12 avril 2000 pour inverser le régime de droit commun du silence gardé par l'administration. Le silence gardé pendant deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision d'acceptation pour les actes relevant des administrations de l'Etat et des établissements publics administratifs de l'Etat et pour les actes pris par les collectivités territoriales.

Toutefois, le principe de la décision implicite de rejet est maintenu dans le secteur funéraire par le décret n° 2014-1294 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- Le décret n° 2016-1253 du 26 septembre 2016 relatif aux opérations funéraires et à la reconnaissance des qualifications professionnelles nécessaires à leur exercice est venu modifier la partie réglementaire du CGCT à la suite de l'adoption de la loi du 16 février 2016. Ainsi, l'article R. 2213-42 du CGCT impose désormais la réalisation des exhumations soit en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public, soit durant ces heures d'ouverture, dans une partie du cimetière fermée au public.

Il adapte également les dispositions réglementaires relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles conformément à l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels issue de la transposition de la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE

- Décret n°2016-1758 du 16 décembre 2016 relatif à la vaccination contre l'hépatite B des thanatopracteurs

## **2. LES PROJETS DE MODIFICATION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE SUITE AUX TRAVAUX ENGAGÉS EN 2016**

Le droit funéraire connaît régulièrement des évolutions, le législateur prenant en compte l'évolution de la société et des pratiques funéraires, mais aussi les possibilités nouvelles offertes par les avancées technologiques.

L'article 214 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (LMSS) prévoit 3 mesures relatives aux soins de conservation :

- la définition de ces soins dans le CGCT ;
- la vaccination contre l'hépatite B des thanatopracteurs en formation pratique et en exercice ;

- la définition des conditions de pratique des thanatopracteurs (y compris à domicile).

Ces textes sont liés à d'autres projets de textes portés par le ministère de la santé :

- un décret en Conseil d'État relatif aux certificats de décès
- deux arrêtés : l'un fixant le modèle de certificat de décès et l'autre relatif aux infections transmissibles.

Ainsi, ces textes sont interdépendants dans la mesure où le projet de décret relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs fera référence à l'arrêté sur les infections transmissibles et que la liste de ces infections apparaît sur le certificat de décès. Enfin, cette liste ne peut être établie qu'après avoir encadré la pratique des soins de conservation à domicile.

#### - Projets de textes visant à encadrer la pratique des soins de conservation à domicile

Depuis 2009, plusieurs rapports (en particulier un rapport IGA/IGAS) ont souligné :

- d'une part, les risques sanitaires infectieux, chimiques, physiques et environnementaux liés à la réalisation de ces soins de conservation, en particulier à domicile, et la nécessité de mieux encadrer cette pratique ;
- d'autre part, l'importance et la nécessité de l'information effective et préalable des familles sur l'objet et la nature des soins de conservation (recommandation n° 12 du rapport IGA/IGAS).

Les dispositions de l'article 214 de la loi LMSS traduisent ces deux objectifs et visent donc :

- à définir les soins de conservation au sein d'un nouvel article L. 2223-19-1 CGCT,
- à fixer, en application du 5° de l'article L. 2223-20 CGCT créé par le 3° du I de l'article 214 par décret en Conseil d'Etat, « *les conditions d'intervention des personnes susceptibles de réaliser des soins de conservation* ».

Un projet de décret pris en application du I de l'article 214 de la LMSS a été élaboré en ce sens.

#### - Projet de décret relatif au certificat de décès et aux opérations consécutives au décès

Pris sur le fondement de l'article L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, ce projet de texte a vocation à fixer la liste des organismes auxquels sont transmis les certificats de décès et préciser les modalités de ces transmissions.

Il permettra également de poursuivre l'objectif de dématérialisation du certificat de décès et de créer un volet médical complémentaire au certificat de décès.

#### - Projet de décret relatif aux cercueils et garnitures étanches

Ce projet de décret fera l'objet de nouvelles concertations dans le courant de l'année 2017 afin d'aboutir à une mise en œuvre de la réforme au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### - Les travaux parlementaires engagés sur la période 2014-2016

\* Une proposition de loi des sénateurs Jean-Pierre Sueur et Jean-René Lecerf visant à créer des schémas régionaux des crématoriums a été adoptée le 27 mai 2014 en première lecture au Sénat.

Partant du constat que l'implantation des crématoriums ne correspond pas aux besoins de la population dans un contexte de forte augmentation du recours à la crémation depuis

40 ans, l'idée de la proposition de loi était que les schéma permettent de rationaliser l'implantation des crématoriums au niveau régional afin de mieux répondre aux besoins de la population et, le cas échéant, des populations immédiatement limitrophes sur le territoire national ou à l'étranger, dans le respect des exigences environnementales.

Cette proposition de loi n'a pas encore à ce stade été examinée par l'Assemblée nationale.

\* Funérailles républicaines

Une proposition de loi instituant des funérailles républicaines a été adoptée en 1<sup>ère</sup> lecture par l'Assemblée nationale le 30 novembre 2016. Elle vise à permettre la mise à disposition gratuite d'une salle municipale aux familles qui le demandent. Il est également envisagé qu'un officier d'état civil de la commune puisse procéder à une cérémonie civile.

Ce texte n'est à ce jour pas inscrit à l'ordre du jour au Sénat.

## **II - LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE**

### **A- BILAN STATISTIQUE SUR LES PROCEDURES D'HABILITATION DES ENTREPRISES, DES REGIES OU ASSOCIATIONS DE POMPES FUNEBRES**

#### **1. ÉVOLUTIONS DES HABILITATIONS DES OPERATEURS FUNERAIRES**

Enquête relative à la mise en œuvre de la procédure d'habilitation des opérateurs funéraires sur le territoire métropolitain au 31 décembre 2016 :

	Nombre d'habilitations délivrées
Régies en métropole	740
Entreprises en métropole	9510
Associations en métropole	103
<b>Total métropole</b>	<b>10353</b>
Régies dans les DOM	18
Entreprises dans les DOM	146
Associations dans les DOM	0
<b>Total DOM</b>	<b>164</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 517</b>

Il est dénombré **10 517** habilitations délivrées par les préfetures au 31 décembre 2016 en France, dont **10 353** pour la seule métropole, contre 10 631 sur la période précédente ce qui est relativement stable.

Le nombre d'habilitations a chuté de -11,3% par rapport au 31 décembre 2013. Il avait déjà baissé de -11,13% entre 2006 et 2013.

Cette tendance pourrait s'analyser comme étant le reflet d'un phénomène continu de concentration des opérateurs funéraires engagé depuis plusieurs années.

#### **Les régies**

Au 31 décembre 2016, **758 régies municipales** étaient habilitées sur le territoire métropolitain, contre 939 en 2013. Pour mémoire, 1 592 habilitations avaient été délivrées à des régies en 2006.

## Les entreprises

Alors que 9 580 opérateurs funéraires étaient habilités sur le territoire au 31 décembre 2013, on en dénombre 9 656 au 31 décembre 2016, ce qui tend à démontrer que la concentration des opérateurs funéraires se fait au profit des entreprises.

### 2. LE BILAN DES SANCTIONS

Les éléments de l'enquête relative à la mise en œuvre de l'habilitation sur le territoire figurent à l'annexe 3.

Conformément à l'article L. 2223-25 du code général des collectivités territoriales, le préfet peut suspendre pour une durée maximum d'un an ou retirer une habilitation en cas :

- de non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L. 2223-23 ;
- de non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- d'atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Entre 2014 et 2016, **649 décisions de retrait d'habilitation** ont été prises pour cession d'activité, contre 1649 entre 2007 et 2013.

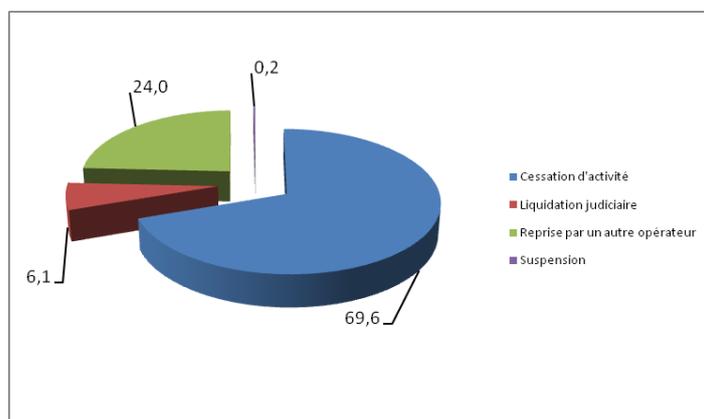
Sur la même période :

- 57 retraits ont été pris pour liquidation judiciaire
- 223 en raison d'une reprise par un autre repreneur

Par ailleurs, **12 décisions de retrait ou d'abrogation d'habilitation** ont été prononcées pour des motifs pénalement répréhensibles, contre 19 sur la période précédente, notamment pour :

- faux et usage de faux arrêtés d'habilitation
- interdiction d'exercer prononcée par jugement
- condamnation aux assises ou Bulletin n°2 rempli
- manquements à la déontologie
- condamnation pour vol

#### Répartition au 31 décembre 2016 (en %) :

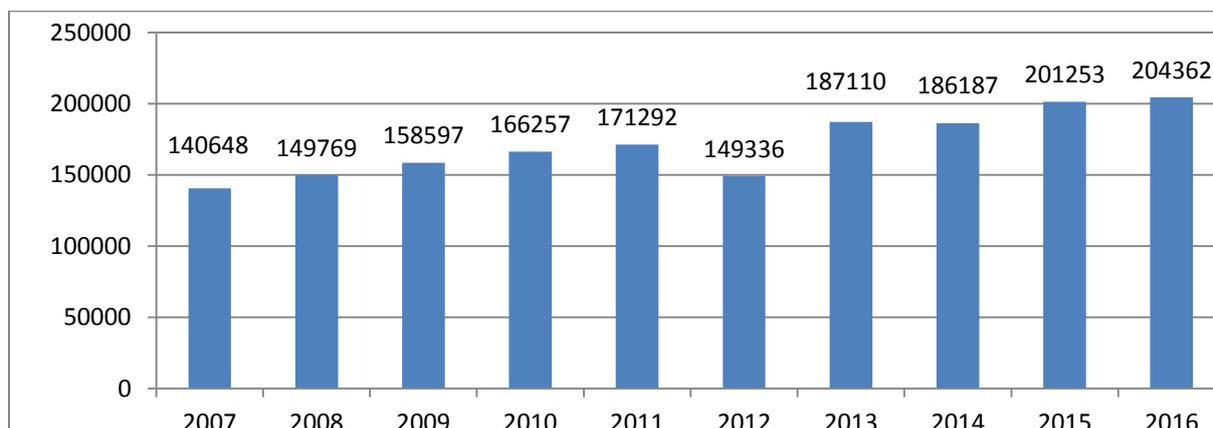


## B- LE DEVELOPPEMENT CONTINU DE LA CREMATION

La crémation est en constante augmentation en France. Alors qu'elle ne concernait que 1% des décès en 1980, ce taux est désormais près de 35%.

Le nombre de personnes crématisées est supérieur à 200 000 personnes par an, et toujours en croissance.

Entre 2007 et 2016, le nombre de personnes ayant eu recours à la crémation a augmenté de +45%, alors que le nombre de décès n'a augmenté que de +10% sur la même période.



Le développement de cette pratique se poursuit désormais au même rythme que les années précédentes.

Pour expliquer cette progression régulière et confirmée, diverses raisons peuvent être avancées :

- sociologiques : éclatement des familles ; permet d'éviter l'entretien d'une tombe à sa descendance à une époque de plus grande mobilité ; perte du sentiment d'appartenance à la commune où l'on doit être enterré ; diminution du caractère social des obsèques ;
- religieuses : tolérance de l'église catholique et croyances hindouistes notamment, dans une société où la pratique religieuse tend à être moins prégnante que par le passé ;
- psychologiques : perte de la dimension sacrée du corps, à une époque où plus de trois personnes sur quatre décèdent à l'hôpital ;
- environnementales : moyen de sépulture jugé moins polluant et économe d'espace ;
- matérielles : soutenu par le développement du nombre de crématoriums ;
- financières : la crémation est moins coûteuse que l'inhumation, même si l'économie représentée par l'incinération n'est effective que dans le cas où elle n'est pas suivie d'une inhumation de l'urne dans une sépulture, mais d'une remise des cendres à la famille ; notamment au regard du prix souvent élevé des concessions dans les cimetières des grandes villes, alliés au manque de concessions.

La crémation en France est toutefois à un niveau inférieur à celui constaté dans nombre de pays européens, dont notamment la Suisse, la République Tchèque, le Danemark, la Suède ou le Grande-Bretagne, dont les taux respectifs de crémation dépassent 70 %.

L'augmentation des pratiques crématisées est également amorcée dans les « pays du sud » qui avaient traditionnellement recours à l'inhumation.

<b>Pays</b>	<b>Taux de crémation</b>
Suisse	87,45 %
République Tchèque	79,86 %
Danemark	80,90 %
Suède	80,11 %
Grande-Bretagne	74,77 %
Pays-Bas	61,47 %
Portugal (Lisbonne)	50,61
Luxembourg	62,59 %
Allemagne	55,00 %
Belgique	54,01 %
Finlande	48,11 %
Norvège	38,72 %
France	34,54 %
Autriche	40,21 %
Espagne (Barcelone)	46,51 %
Italie	19,71 %
Irlande	15,38 %

Source : Fédération Française de Crémation (2014)

## **C- ELEMENTS STATISTIQUES SUR LES EQUIPEMENTS FUNERAIRES**

### **1. LES CHAMBRES FUNERAIRES**

Les chambres funéraires ont pour objet de recevoir, avant l'inhumation ou la crémation, le corps des personnes décédées (1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 2223-38 du code général des collectivités territoriales).

Au 31 décembre 2016, le nombre de chambre funéraires avait sensiblement augmenté par rapport au nombre d'équipements recensés au 31 décembre 2013. Ainsi, le nombre de chambres funéraires habilitées a quasiment doublé.

Cette tendance devrait se poursuivre dans les années : 287 chambres funéraires ont été comptabilisées comme étant en projet en fin d'année 2016, alors que 149 projets étaient recensés en fin d'année 2013.

Enfin, le nombre de cases et de tables réfrigérées a respectivement augmenté de +11 593 unités et + 6 329 unités.

### **2. LES CREMATORIUMS**

Conformément à l'article L.2223-40 du code général des collectivités territoriales, « *les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer les crématoriums et les sites cinéraires. Les crématoriums et les sites cinéraires qui leur sont contigus peuvent être gérés directement ou par voie de gestion*

déléguée. Les sites cinéraires inclus dans le périmètre d'un cimetière ou qui ne sont pas contigus à un crématorium doivent être gérés directement. [...] ».

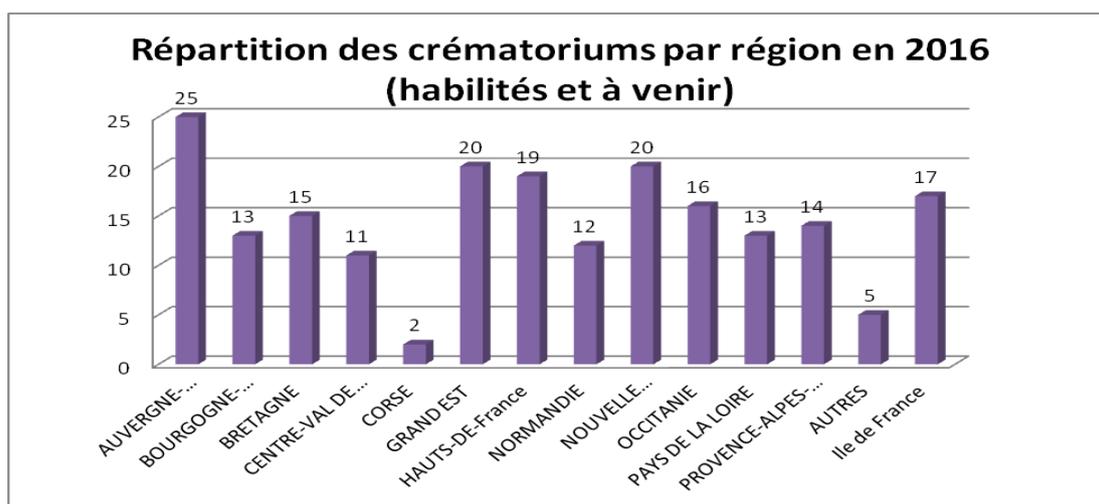
Au 31 décembre 2016, **202 crématoriums** étaient en service ou en projet en France (contre **189 en 2013**), DOM compris.

**178 sont d'ores et déjà habilités et 24 seraient en projet.**

**La très grande majorité des crématoriums (87%) demeurent gérés par des entreprises par le biais de délégations de service public**, cette proportion étant en augmentation par rapport à la période 2007/2013. Ainsi, 176 crématoriums en activité ou en projet sont ou seront gérés en délégation de service public.

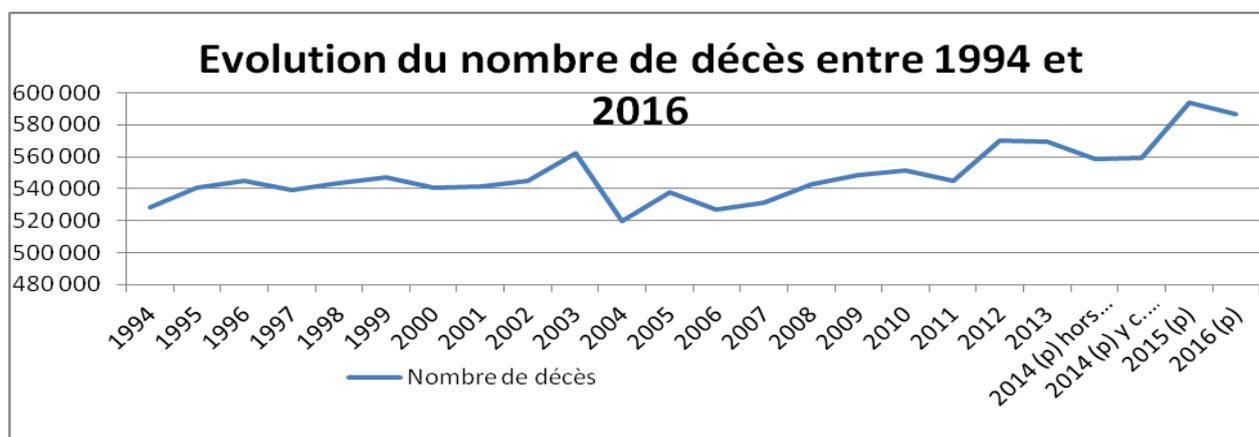
**Quatre régions concentrent 42% des crématoriums**, soit 84 établissements :

- Auvergne-Rhône-Alpes (25)
- Grand Est (20)
- Nouvelle Aquitaine (20)
- Hauts-de-France (19)



## D- ELEMENTS STATISTIQUES SUR LE SECTEUR FUNERAIRE

### 1. EVOLUTION DE LA MORTALITE



Le taux de mortalité est relativement stable (-1,1% entre 2016 et 2015), soit -6 630 décès constatés. En revanche, sur les dix dernières années, l'évolution est sensiblement plus marquée avec une variation de +11,4% entre 2006 et 2016.

Année	Nombre de décès	Taux de mortalité (pour 1 000 habitants)
1994	528 121	8,9
1995	540 313	9,1
1996	544 604	9,1
1997	539 267	9,0
1998	543 409	9,1
1999	547 266	9,1
2000	540 601	8,9
2001	541 029	8,8
2002	545 241	8,9
2003	562 467	9,1
2004	519 470	8,3
2005	538 081	8,5
2006	526 920	8,3
2007	531 162	8,3
2008	542 575	8,5
2009	548 541	8,5
2010	551 218	8,5
2011	545 057	8,4
2012	569 868	8,7
2013	569 236	8,7
2014 (p) hors Mayotte	558 727	8,5
2014 (p) y c. Mayotte	559 293	8,4
2015 (p)	593 680	8,9
2016 (p)	587 000	8,8

Tableau - Source Insee

Selon l'INSEE, l'**espérance de vie** des hommes à la naissance était de 73,8 ans en 1995, elle atteint 78 ans en 2010 et 79,3 en 2016.

L'espérance de vie des femmes à la naissance était quant à elle de 81,9 ans en 1995, puis de 84,6 ans en 2010 pour atteindre 85,4 en 2016.

Malgré l'augmentation de l'espérance de vie, l'augmentation du nombre de décès doit être lue au regard de l'augmentation de la population elle-même, et notamment au regard des suites du baby boom de l'après guerre.

## **2. LES PRINCIPALES ASSOCIATIONS ET LES FEDERATIONS**

**Les principales associations et fédérations constituées dans le secteur funéraire sont les suivantes :**

<b>Nom des associations et des fédérations</b>	<b>Année de création</b>	<b>Président</b>
Association Nationale des Personnels de Cimetières (A.N.A.P.E.C.)	1999	Georges MARTINEZ
Confédération des Professionnels du Funéraire et de la Marbrerie (C.P.F.M.)	1927	Michel MINARD et Michel MARCHETTI, coprésidents
Fédération Française de pompes funèbres (F.F.P.F.)	1970	Alain HOFFARTH Et Roger SCHVARTSMAN coprésidents
Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) (regroupement en une seule structure de la Fédération nationale des services funéraires publics (FNSFP) et de l'Union des Professionnels du Pôle funéraire Public (UPFPF))	2010	Patrick LEROGNON
Union des Professionnels du Funéraire (UPF)	2002	Bernard ROLET
Fédération Française de Crémation (FFC)	1930	Frédérique PLAISANT
UNA Métiers de la pierre (C.A.P.E.B.)	1946	Patrick LIEBUS
Syndicat professionnel des thanatopracteurs indépendants et salariés (SPTIS)	2012	Cédric IVANES

### **III- L'EVOLUTION DES TARIFS DES PROFESSIONNELS**

Les informations fiables disponibles pour l'ensemble du territoire national sur l'évolution des prix des prestations funéraires sont constituées par l'indice des prix à la consommation IPC « services funéraires »<sup>1</sup> publié au Bulletin Mensuel de Statistiques de l'INSEE.

L'INSEE procède chaque mois à des relevés de prix qui permettent d'élaborer un indice, qui, tout en étant perfectible, peut être considéré comme représentatif du marché du funéraire de par l'échantillon géographique retenu, le type de produits, prestations et d'opérateurs chez lesquels sont effectués les relevés de prix. Les services rendus directement par les collectivités ou les taxes, redevances, frais de concession, perçus pour leur compte, ne figurent pas dans l'indice. Il en est de même pour les prestations florales ainsi que pour tout ce qui a trait à la marbrerie funéraire.

**L'évolution de l'indice « services funéraires » en moyennes annuelles sur la période 2012--2016 est la suivante :**

<b>Indice des services Funéraires</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Moyenne Annuelle</b>	92,01	94,28	<b>97,7</b>	<b>100</b>	<b>103,21</b>
<b>Taux d'évolution</b>		2,47%	<b>3,63%</b>	<b>2,35%</b>	<b>+3,21%</b>

Les prix des prestations funéraires ont progressé en moyenne annuelle de +3,06% depuis 2014 avec un pic de croissance à + 3,63% en 2014.

**Mise en perspective de l'évolution de l'indice des prix des «services funéraires » avec l'indice d'ensemble des prix à la consommation hors tabac<sup>2</sup> de 2014 à 2016.**

L'indice d'ensemble des prix à la consommation hors tabac a évolué en moyenne annuelle comme suit :

<b>Indice d'ensemble hors tabac</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Moyenne annuelle</b>	98,83	99,56	<b>99,97</b>	<b>100</b>	<b>100,19</b>
<b>Taux d'évolution</b>		0,74%	<b>0,41%</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,19%</b>

<sup>1</sup> Identifiant INSEE « service funéraires » 001765145 base 100 en 2015 (moyenne annuelle)

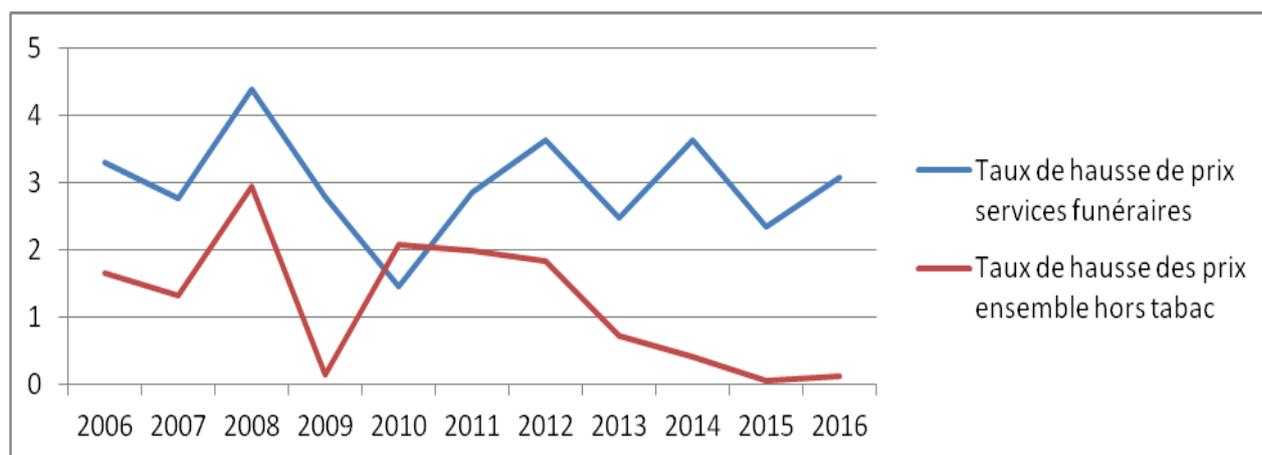
<sup>2</sup> Identifiant INSEE « prix à la consommation ensemble hors tabac » 001765166 base 100 en 2015 (moyenne annuelle)

L'évolution des prix des prestations funéraires est très nettement supérieure à celle de l'indice d'ensemble des prix à la consommation hors tabac qui a progressé en moyenne de 0,22% entre 2014 et 2016 contre 5,63 % pour les services funéraires soit de plus 5,4 points d'écart. Cet écart s'est nettement accentué à partir de l'année 2014 et n'a jamais atteint un tel niveau comme l'indique le tableau et le graphique ci-dessous.

**Evolution comparée de 2006 à 2016 :**

Année	Taux de hausse de prix services funéraires	Taux de hausse des prix ensemble hors tabac	différentiel
2006	3,31	1,66	1,65
2007	2,76	1,47	1,29
2008	4,4	2,80	1,6
2009	2,79	0,06	2,73
2010	1,45	1,45	0
2011	2,85	2,05	0,80
2012	3,63	1,88	1,75
2013	2,47	0,74	1,73
2014	3,63	0,41	3,49
2015	2,35	0,03	2,32
2016	3,21	0,19	3,02

**Taux des prix de services funéraires comparé à celui de l'inflation hors tabac (2006 à 2016) :**



## **IV- CONCLUSION**

- Nécessité de revoir la composition du CNOF afin d'assurer sa tenue (projet de décret)
- Deux CNOF sont prévus en 2017 (1<sup>er</sup> trimestre et automne)
- Un certain nombre de sujets ont émergé en fin d'année 2016 et certaines réflexions sont en voie d'aboutir :
  - Permettre l'inhumation ou la crémation des personnes porteuses d'un dispositif médical implantable actif intracardiaque (DMIA), le droit actuel imposant le retrait d'une prothèse à pile est obligatoire avant la fermeture du cercueil (R. 2213-15 du CGCT)
  - Projet de décret relatif aux cercueils et garnitures étanches qui permettra notamment de conditionner la mise sur le marché des cercueils à l'obtention d'attestations de conformité délivrées par des organismes accrédités.
  - Projet de textes relatifs aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation
  - Mise en place de groupes de travail notamment sur les nouvelles techniques de traitement des corps des personnes défunt.

# **ANNEXES**

## **ANNEXE 1 : Membres du conseil national des opérations funéraires**

### **Membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des administrations :**

1. Sur proposition du ministre de l'intérieur,  
M. Bruno DELSOL, titulaire  
M. Arnaud SCHAMUASSE, titulaire  
Mme Mireille LARREDE, suppléante
2. Sur proposition du ministre des finances et des comptes publics  
Mme Francine KAHN, titulaire  
M. Matthieu DECONINCK, suppléant
3. Sur proposition du ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes  
Mme Sophie CHAUMIEN-CZUWAK, titulaire  
M. Frédéric SEVAL, suppléant
4. Sur proposition du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique en tant que ministre chargé du commerce et de l'artisanat  
M. Bruno GEERAERT, titulaire  
Mme Martine BARBE, suppléante

### **Membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des maires et des présidents de groupements de communes : Pas de nominations.**

### **Membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres :**

M. Richard FERET, titulaire  
Mme Anne BLANCHARD, suppléante  
Mme Annick GAMBART, titulaire  
M. Jean-Antoine GOURINAL, suppléant  
M. Jean-Claude SIMON, titulaire  
Mme Chantal GOLLIET, suppléante

### **Membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des régies de pompes funèbres :**

Mme Marie-Claude CHERAMY, titulaire  
M. Alain POUGET, suppléant  
M. François MICHAUD-NERARD, titulaire  
Mme Marie-Christine MONFORT, suppléante

### **Membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des salariés du secteur funéraire :**

1. Sur proposition de la Fédération Interco-CFDT  
M. Thierry TOURNAIRE, titulaire  
-Mme Blanche FASOLA, suppléante
2. Sur proposition de la Fédération générale CFTC des transports  
Mme Anne-Chantal MOREAU, titulaire

---

<sup>3</sup> Arrêtés du 14 janvier 2016 et 13 avril 2016 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires

M. Pascal PATINOT, suppléant

3. Sur proposition de la Fédération des services publics-CGT

M. Henri LENEVEU, titulaire  
Mme Marie-Christine AUGÉ, suppléante

4. Sur proposition de la Fédération des personnels des services publics et des services de santé-FO

M. Bruno GRENIER titulaire  
Mme Christiane DI VUOLO, suppléante

5. Sur proposition de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres

M. Jean-François LECUYER, titulaire  
M.Mme Martine SEPVAL, suppléante

**Membres du Conseil national des opérations funéraires, en qualité de représentants des familles :**

Sur proposition de l'Union nationale des associations familiales

Mme Monique LEPAIRE, titulaire

M. Jean-Philippe VALLAT, suppléant

M. Fabien TOCQUE, titulaire

Mme Thérèse BIED-CHARRETON, suppléante

**Membres du Conseil national des opérations funéraires, en qualité de représentants des associations de consommateurs :**

Sur proposition du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, en tant que ministre chargé de la consommation

Mme Isabelle LABOUYSSE, titulaire

M. Joël DUFOUR, suppléant

Mme Ghislaine DELORME, titulaire

Mme Marie-Pascale DINAND, suppléante

Mme Elisabeth WALLUT, titulaire

M. Geoffroi PENET, suppléant

**Membres du Conseil national des opérations funéraires, en qualité de personnalités compétentes :**

Mme Caroline ARNAUD, titulaire

M. Aubin de MAGNIENVILLE, suppléant

Melle Frédérique PLAISANT, titulaire

M. Jo LE LAMER, suppléant

M. Damien DUTRIEUX, titulaire

M. François ROTH, suppléant

Sur proposition du ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Mme Cécilia MANIGOLD-SOLAL, titulaire

M. Jean-François GEHANNO, suppléant

**Président du Conseil national des opérations funéraires : M. Bruno DELSOL**

**ANNEXE 2 : Nombre d'opérateurs funéraires habilités par région et par département**

REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES		
	REGIES	ENTREPRISES	ASSOCIATIONS
<b>AUVERGNE-RHONE-ALPES</b>			
03 - Allier	8	80	0
15 - Cantal	9	41	0
43 - Haute-Loire	7	40	0
63 - Puy-de-Dôme	20	97	0
01 - Ain	2	79	0
07 - Ardèche	4	77	0
26 - Drôme	6	98	0
38 - Isère	2	96	1
42 - Loire	5	123	0
69 - Rhône	0	278	1
73 - Savoie	10	39	0
74 - Haute-Savoie	3	62	1
<b>TOTAL</b>	<b>76</b>	<b>1110</b>	<b>3</b>
<b>BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE</b>			
21 - Côte-d'Or	2	64	0
58 - Nièvre	1	44	0
71 - Saône-et-Loire	11	116	0
89 - Yonne	4	57	0
25 - Doubs	23	71	0
39 - Jura	1	57	0
70 - Haute-Saône	1	63	0
90 - Territoire de Belfort	0	23	0
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>495</b>	<b>0</b>
<b>BRETAGNE</b>			
22 - Côtes d'Armor	5	152	38
29 - Finistère	19	45	0
35 - Ille-et-Vilaine	39	163	0
56 - Morbihan	86	220	0
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>580</b>	<b>38</b>
<b>CENTRE-VAL DE LOIRE</b>			
18 - Cher	1	80	0
28- Eure-et-Loir	0	60	0
36 - Indre	4	68	0
37 - Indre-et-Loire	16	74	0
41 - Loir-et-Cher	0	57	0
45 - Loiret	2	95	1
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>434</b>	<b>1</b>
<b>CORSE</b>			
2A - Corse Sud	0	10	0
2 B - Haute Corse	0	20	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>

<b>REGIONS ET DEPARTEMENTS</b>	<b>REGIES</b>	<b>ENTREPRISES</b>	<b>ASSOCIATIONS</b>
<b>GRAND EST</b>			
67 - Bas-Rhin	7	129	1
68 - Haut-Rhin	5	110	0
08 - Ardennes	1	37	0
10 - Aube	1	48	0
51 - Marne	1	59	0
52 - Haute-Marne	0	35	0
54 - Meurthe-et-Moselle	2	89	0
55 - Meuse	0	27	0
57 - Moselle	14	150	0
88 - Vosges	15	78	0
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>762</b>	<b>1</b>
<b>HAUTS-DE-France</b>			
59 - Nord	41	591	1
62 - Pas-de-Calais	14	240	0
02 - Aisne	NC	NC	NC
60 - Oise	0	83	0
80 - Somme	7	109	0
<b>TOTAL</b>	<b>62</b>	<b>1023</b>	<b>1</b>
<b>ILE-DE-FRANCE</b>			
75 - Ville de Paris * O.F.I.F.	0	158	4
75 - Ville de Paris * O.F.N.I.F.	0	71	0
77 - Seine-et-Marne	6	118	1
78 - Yvelines	6	121	1
91 - Essonne	0	89	0
92 - Hauts-de-Seine	0	109	1
93 - Seine-Saint-Denis	1	151	0
94 - Val-de-Marne	0	112	0
95 - Val-d'Oise	13	105	0
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>1034</b>	<b>7</b>
<b>NORMANDIE</b>			
27 - Eure	1	63	0
76 - Seine-Maritime	8	120	0
14 - Calvados	9	89	0
50 - Manche	5	85	0
61 - Orne	4	46	0
<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	<b>403</b>	<b>0</b>
<b>NOUVELLE AQUITAINE</b>			
24 - Dordogne	9	140	0
33 - Gironde	30	212	1
40 - Landes	31	83	0
47 - Lot-et-Garonne	1	69	0
64 - Pyrénées-Atlantiques	11	139	0
19 - Corrèze	15	69	0
23 - Creuse	2	88	0
87 - Haute-Vienne	18	53	45
16 - Charente	1	110	0
17 - Charente-Maritime	5	330	1
79 - Deux-Sèvres	5	77	0
86 - Vienne	6	70	0
<b>TOTAL</b>	<b>134</b>	<b>1440</b>	<b>47</b>

<b>REGIONS ET DEPARTEMENTS</b>	<b>REGIES</b>	<b>ENTREPRISES</b>	<b>ASSOCIATIONS</b>
<b>OCCITANIE</b>			
11 - Aude	<b>15</b>	<b>56</b>	<b>0</b>
30 - Gard	<b>1</b>	<b>144</b>	<b>1</b>
34 - Hérault	<b>7</b>	<b>140</b>	<b>0</b>
48 - Lozère	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>0</b>
66 - Pyrénées-Orientales	<b>20</b>	<b>67</b>	<b>0</b>
09 - Ariège	<b>4</b>	<b>36</b>	<b>0</b>
12 - Aveyron	<b>11</b>	<b>89</b>	<b>0</b>
31 - Haute-Garonne	<b>8</b>	<b>153</b>	<b>0</b>
32 - Gers	<b>1</b>	<b>55</b>	<b>0</b>
46 - Lot	<b>4</b>	<b>58</b>	<b>0</b>
65 - Hautes-Pyrénées	<b>4</b>	<b>71</b>	<b>0</b>
81 - Tarn	<b>12</b>	<b>98</b>	<b>1</b>
82 - Tarn-et-Garonne	<b>8</b>	<b>91</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>117</b>	<b>1086</b>	<b>2</b>
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>			
44 - Loire-Atlantique	<b>7</b>	<b>175</b>	<b>0</b>
49 - Maine-et-Loire	<b>4</b>	<b>102</b>	<b>0</b>
53 - Mayenne	<b>7</b>	<b>47</b>	<b>0</b>
72 - Sarthe	<b>0</b>	<b>68</b>	<b>0</b>
85 - Vendée	<b>3</b>	<b>140</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>532</b>	<b>0</b>
<b>PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR</b>			
04 - Alpes de Haute Provence	<b>5</b>	<b>38</b>	<b>0</b>
05 - Hautes-Alpes	<b>1</b>	<b>21</b>	<b>0</b>
06 - Alpes-Maritimes	<b>3</b>	<b>137</b>	<b>0</b>
13 - Bouches-du-Rhône	<b>12</b>	<b>213</b>	<b>3</b>
83 - Var	<b>6</b>	<b>151</b>	<b>0</b>
84 - Vaucluse	<b>9</b>	<b>88</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>648</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL HORS DOM</b>	<b>760</b>	<b>9577</b>	<b>103</b>
<b>DOM</b>			
GUADELOUPE	<b>0</b>	<b>59</b>	<b>0</b>
MARTINIQUE	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>
GUYANE	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>
REUNION	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>0</b>
MAYOTTE	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>146</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL AVEC DOM</b>	<b>778</b>	<b>9723</b>	<b>103</b>
		<b>10604</b>	

\* **O.F.I.F.** : Opérateurs funéraires implantés en France

\* **O.F.N.I.F.** : Opérateurs funéraires non implantés en France

\* NC : Non communiqué

### ANNEXE 3 : Nombre de retraits et de suspensions d'habilitations

Retraits et abrogations d'habilitations (2014 – 2016)						Suspensions	
Département	Cessation d'activité	Liquidation judiciaire	Reprise par un autre opérateur	autres motifs		Nombre	Motifs
				Nombre	Motifs		
AIN	9	0	2	0		0	
AISNE	NC	NC	NC	NC		NC	
ALLIER	11	2	1	0		0	
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	6	0	10	0		0	
HAUTES-ALPES	4	0	0	0		0	
ALPES-MARITIMES	9	11	16	1	Condamnation pour vol	0	
ARDECHE	7	0	1	0		0	
ARDENNES	1	0	1	0		0	
ARIEGE	3	0	0	0		0	
AUBE	5	0	0	0		0	
AUDE	7	0	0	0		0	
AVEYRON	10	0	2	0		0	
BOUCHES DU RHONE	23	2	11	0		0	
CALVADOS	7	0	1	0		0	
CANTAL	3	0	2	0		0	
CHARENTE	1	0	0	0		0	
CHARENTE-MARITIME	8	5	3	0		0	
CHER	5	0	0	0		0	
CORREZE	34	0	2	0		0	
CORSE DU SUD	0	0	0	0		0	
HAUTE-CORSE	0	0	0	0		0	
COTE-D'OR	6	0	1	0		0	
COTES-D'ARMOR	0	0	0	0		0	
CREUSE	9	0	0	0		0	
DORDOGNE	6	0	4	0		0	
DOUBS	2	0	3	0		0	
DROME	4	0	3	0		0	
EURE	4	0	1	0		0	
EURE-ET-LOIR	0	0	3	0		0	
FINISTERE	0	0	0	0		0	
GARD	0	0	0	0		0	
HAUTE-GARONNE	4	0	1	0		0	
GERS	0	0	0	0		0	
GIRONDE	19	10	9	0		0	
HERAULT	21	3	3	0		0	
ILLE-ET-VILAINE	1	0	2	0		0	
INDRE	8	0	9	0		0	

INDRE-ET-LOIRE	9	1	2	0	3 établissements signalés au Procureur de la République pour les motifs suivants : - Poursuite des activités après expiration de la dernière habilitation (pour deux d'entre eux), - Manquements à la déontologie (pour l'un de deux), - Utilisation de matériel appartenant à l'entreprise ayant cumulé les deux défaillances ci-dessus.	0	
ISERE	3	1	1	0		0	
JURA	4	0	2	0		0	
LANDES	0	0	1	0		0	
LOIR-ET-CHER	13	0	1	0		0	
LOIRE	2	0	7	0		0	
HAUTE-LOIRE	3	0	3	0		0	
LOIRE-ATLANTIQUE	28	1	22	0		0	
LOIRET	4	0	2	0		0	
LOT	6	0	2	0		0	
LOT-ET-GARONNE	5	0	3	0		0	
LOZERE	1	0	0	0		0	
MAINE-ET-LOIRE	14	1	5	0		0	
MANCHE	16	0	10	0		0	
MARNE	0	1	1	2	Article L. 2223-35 du CG	0	
HAUTE-MARNE	1	0	0	0		0	
MAYENNE	8	0	2	0		0	
MEURTHE-ET-MOSELLE	12	0	0	0		0	
MEUSE	1	0	0	0		0	
MORBIHAN	11	2	12	0		0	
MOSELLE	4	0	1	0		0	
NIEVRE	4	0	3	0		0	
NORD	66	4	3	0		0	
OISE	2	0	0	0		0	
ORNE	4	0	1	0		0	
PAS-DE-CALAIS	22	3	3	0		0	
PUY-DE-DOME	2	0	2	0		0	
PYRENEES-ATLANTIQUES	1	0	0	0		0	
HAUTES-PYRENEES	11	0	0	0		0	
PYRENEES-ORIENTALES	6	1	1	0		0	
BAS-RHIN	1	0	2	0		0	
HAUT-RHIN	15	1	5	0		0	
RHONE	1	0	2	0		0	
HAUTE-SAONE	3	0	0	0		0	
SAONE-ET-LOIRE	15	0	4	0		0	
SARTHE	0	0	3	0		0	
SAVOIE	15	1	1	0		0	
HAUTE-SAVOIE	0	0	2	0		1	Confusion sur corps à transporter

VILLE DE PARIS	5	1	0	1	B2 positif du gérant le 06/10/2016	1	Suspension le 22/01/2014
SEINE-MARITIME	13	2	13	0		0	
SEINE-ET-MARNE	7	1	1	0		0	
YVELINES	8	0	0	0		0	
DEUX-SEVRES	7	0	0	0		0	
SOMME	15	2	1	2	Condamnation aux assises Ne remplit pas les conditions pour être gérant (pas de diplôme)	0	
TARN	16	0	0	0		0	
TARN-ET-GARONNE	0	0	0	0		0	
VAR	0	0	0	0		0	
VAUCLUSE	2	0	2	0		0	
VENDEE	4	0	3	0		0	
VIENNE	5	0	3	2	Non renouvellement	0	
HAUTE-VIENNE	0	0	0	0		0	
VOSGES	1	0	0	0		0	
YONNE	11	0	1	1	Poursuite des activités funéraires sans habilitation	0	
BELFORT	4	0	0	0		0	
ESSONNE	0	0	0	0		0	
HAUTS-DE-SEINE	3	0	0	1	Jugement interdisant d'exercer	0	
SEINE-SAINT-DENIS	0	0	0	1	Usage de faux documents	0	
VAL-DE-MARNE	1	1	0	0		0	
VAL-D'OISE	0	0	0	1	Usage d'un arrêté d'habilitation funéraire falsifié	0	
<b>TOTAL HORS DOM</b>	<b>652</b>	<b>57</b>	<b>224</b>	<b>12</b>		<b>2</b>	
<b>DOM</b>							
GAUDELLOUPE	0	0	0	0		1	Renouvellement non actualisé, attestation d'imposition non fournie
MARTINIQUE	1	1	0	0		0	
GUYANE	NC	NC	NC	NC		NC	
REUNION	0	0	0	0		0	
MAYOTTE	0	0	0	0		0	
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	0	0	0	0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>2</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>653</b>	<b>58</b>	<b>224</b>	<b>12</b>		<b>4</b>	

### ANNEXE 4 : Crématoriums

Régions	Départements	Nombre de crématoriums		
		habilités	à venir	TOTAL
<b>AUVERGNE- RHONE-ALPES</b>	03 Allier	2	1	3
	15 Cantal	0	1	1
	43 Haute-Loire	0	1	1
	63 Puy de Dôme	1	0	1
	01 Ain	1	0	1
	07 Ardèche	2	0	2
	26 Drôme	2	0	2
	38 Isère	3	0	3
	42 Loire	3	1	4
	69 Rhône	3	0	3
	73 Savoie	1	0	1
	74 Haute-Savoie	3	0	3
<b>BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE</b>	21 Côte d'Or	2	0	2
	58 Nièvre	1	0	1
	71 Saône-et-Loire	3	0	3
	89 Yonne	2	0	2
	25 Doubs	2	0	2
	39 Jura	2	0	2
	70 Haute-Saône	1	0	1
	90 Territoire de Belfort	0	0	0
<b>BRETAGNE</b>	22 Côte d'Armor	2	0	2
	29 Finistère	4	1	5
	35 Ile et Vilaine	4	0	4
	56 Morbihan	3	1	4
<b>CENTRE-VAL DE LOIRE</b>	18 Cher	1	0	1
	28 Eure-et-Loir	3	0	3
	36 Indre	1	0	1
	37 Indre-et-Loire	2	0	2
	41 Loir-et-Cher	1	1	2
	45 Loiret	2	0	2
<b>CORSE</b>	2A Corse du Sud	1	0	1
	2B Haute Corse	1	0	1
<b>GRAND EST</b>	67 Bas-Rhin	1	0	1

	68 Haut-Rhin	2	0	2
	08 Ardennes	1	0	1
	10 Aube	1	0	1
	51 Marne	2	1	3
	52 Haute Marne	0	0	0
	54 Meurthe-et-Moselle	3	0	3
	55 Meuse	1	0	1
	57 Moselle	6	0	6
	88 Vosges	2	0	2

Régions	Départements	Nombre de crématoriums		
		habilités	à venir	TOTAL
<b>HAUTS-DE-France</b>	59 Nord	8	0	8
	62 Pas de Calais	4	2	6
	02 Aisne	NC	NC	0
	60 Oise	3	0	3
	80 Somme	2	0	2
<b>ILE DE France</b>	75 Paris	1	0	1
	77 Seine-et-Marne	3	0	3
	78 Yvelines	1	0	1
	91 Essonne	3	0	3
	92 Hauts-de-Seine	2	0	2
	93 Seine-Saint-Denis	2	1	3
	94 Val-de-Marne	3	0	3
	95 Val-d'Oise	1	0	1
<b>NORMANDIE</b>	27 Eure	1	1	2
	76 Seine Maritime	3	1	4
	14 Calvados	1	1	2
	50 Manche	2	0	2
	61 Orne	1	1	2
<b>NOUVELLE AQUITAINE</b>	24 Dordogne	2	0	2
	33 Gironde	2	0	2
	40 Landes	2	0	2
	47 Lot-et-Garonne	2	0	2
	64 Pyrénées Atlantiques	2	0	2
	19 Corrèze	1	1	2
	23 Creuse	0	1	1
	87 Haute-Vienne	1	0	1
	16 Charente	1	0	1
	17 Charente-Maritime	2	0	2
	79 Deux-Sèvres	1	0	1
	86 Vienne	1	1	2
	<b>OCCITANIE</b>	11 Aude	1	0
30 Gard		2	1	3
34 Hérault		3	0	3
48 Lozère		0	0	0

	66 Pyrénées Orientales	2	0	2
	09 Ariège	1	0	1
	12 Aveyron	1	0	1
	31 Haute-Garonne	1	0	1
	32 Gers	0	1	1
	46 Lot	0	0	0
	65 Hautes Pyrénées	1	0	1
	81 Tarn	1	0	1
	82 Tarn-et-Garonne	1	0	1
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>	44 Loire Atlantique	3	1	4
	49 Maine-et-Loire	2	2	4
	53 Mayenne	1	0	1
	72 Sarthe	2	0	2
	85 Vendée	2	0	2
<b>PROVENCE- ALPES-COTE D'AZUR</b>	04 Alpes de Haute Provence	1	0	1
	05 Hautes Alpes	1	0	1
	06 Alpes Maritimes	2	0	2
	13 Bouche du Rhône	4	0	4
	83 Var	3	1	4
	84 Vaucluse	2	0	2
<b>DOM</b>	GUADELOUPE	1	0	1
	MARTINIQUE	1	0	1
	GUYANE	NC	NC	0
	REUNION	3	0	3
	MAYOTTE	0	0	0
	SAINT-PIERRE ET MIQUELON	0	0	0
<b>TOTAL</b>		<b>178</b>	<b>24</b>	<b>202</b>

## ANNEXE 5 : Mode de gestion des crématoriums et nombre de personnes crématisées

DEPARTEMENTS	IMPLANTATION ET MODE DE GESTION	IMPLANTATION									
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
AIN	Viriat (DSP)	0	692	801	794	712	686	729	704	834	878
AISNE	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0	0	NC	NC	NC
	HOLNON (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	NC	NC	NC
ALLIER	Domerat (DSP) et Vichy (DSP)	909	1067	1231	1285	1366	1460	1509	712	873	826
	Vichy (DSP)								770	930	900
	Yseure (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	Manosque (DSP)	489	434	509	526	474	524	496	629	667	812
HAUTES-ALPES	Gap (DSP) Pas de Projet	0	0	0	0	446	549	603	622	632	670
ALPES-MARITIMES	Nice (DSP)	2892	2933	3155	3331	3356	3720	3831	3987	4340	4212
	Cannes (Régie)	1989	1928	1908	1913	1792	1841	2056	2075	2191	2294
ARDECHE	Bourg-Saint-Andéol et	0	0	0	0	76	374	542	873	836	797
	La Villedieu(DSP) Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDENNES	Prix-Les-Mézières (DSP)	570	719	655	752	822	837	840	837	845	833
ARIEGE	Pamiers (DSP)	0	0	0	0	377	498	504	582	636	617
AUBE	Rosières-Près-Troyes (DSP)	821	825	860	794	868	932	1022	1069	1240	1240
AUDE	Trèbes (DSP)	957	935	1179	1134	1028	1184	1230	1238	1238	1222
AVEYRON	Capdenac (DSP)	335	398	460	539	531	607	641	644	524	748
BOUCHES DU RHONE	Aix en provence (DSP)	1199	1343	1344	1406	1468	1715	1809	1905	2006	1877
	Aubagne (DSP)	166	799	1030	996	1074	1028	1011	706	873	870
	Marseille (Régie)	3391	2972	3158	3265	3291	3507	3448	3107	3182	3075
	Martigues (Régie)	578	1188	1242	984	881	897	1015	941	1075	993
CALVADOS	Caen (DSP) Lisieux En projet (mode de gestion non connu)	1931	1836	1967	2001	2132	2307	2403	2251	2154	2264
CANTAL	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Saint-Cernin (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHARENTE	Angoulême (DSP)	498	591	631	735	750	785	872	852	864	1052
CHARENTE- MARITIME	La Rochelle (DSP)	1042	1036	1104	1139	1271	1234	1382	1316	1522	1471
	Saintes(SEM)	773	834	887	929	636	979	1026	1079	1211	1262
	Pas de crématorium en projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHER	Bourges (DSP)	662	666	845	788	776	768	827	805	882	906
CORREZE	Allasac (DSP)	616	613	663	616	740	782	854	901	1006	988
	Tulle En projet Mode de gestion non connu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CORSE DU SUD	Ajaccio (DSP) Ouverture en 2014	0	0	0	0	0	0	0	107	287	354
HAUTE-CORSE	Bastia (DSP)	0	0	0	0	0	0	75	445	397	382
COTE-D'OR	Dijon (DSP)	1530	1701	1687	1783	1674	1949	1866	1798	1862	1589
	Semur-en-Auxois (DSP) Pas de projet	0	0	0	0	0	10	179	221	293	338
COTES-D'ARMOR	Saint-Brieuc (SEM)	1333	1327	1397	1231	1280	1259	1203	1212	1290	1282
	Begard (DSP)	683	707	616	599	679	684	705	800	813	864
CREUSE	Pas de crématorium Ajain (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DORDOGNE	Notre-Dame de Sanilhac (DSP)	920	1043	1108	1218	1165	1215	1046	982	1043	963
	Bergerac (DSP) Pas de projet	0	0	0	0	0	0	242	580	675	716
DOUBS	Besançon (DSP)	0	0	774	744	767	772	686	658	765	740
	Avanne-Aveney (DSP)	700	614	664	593	724	796	861	1084	925	1003
DROME	Valence (DSP)	888	929	1193	1117	1010	858	1018	979	1134	1143
	Montélimar (DSP)	0	0	0	0	0	0	0	0	147	311
	Beaumont les Valence (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EURE	Evreux (DSP)	932	1010	1201	1100	1082	1118	1202	1196	1362	1322
	Les Andélyls (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EURE-ET-LOIR	Mainvilliers (DSP)	592	638	688	739	786	701	707	726	737	808
	Pierres (DSP)	646	774	837	731	538	411	442	358	400	462
	Vernouillet (DSP)	0	0	0	0	0	372	507	521	554	618
FINISTERE	Brest (SEM)	1183	1207	1040	1180	1228	1333	1259	1249	1380	1275
	Quimper (DSP)	0	416	1124	1099	1131	1189	1300	1263	1456	1420
	Saint-Thégonnec (DSP)	0	0	0	0	281	361	420	451	595	650
	Carhaix Plouguen (SEM)	1551	1049	840	824	731	654	692	698	702	0

DEPARTEMENTS	IMPLANTATION ET MODE DE GESTION	IMPLANTATION									
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
GARD	Alès (DSP)	1081	421	1 091	955	906	932	998	918	1088	1122
	Nîmes (DSP) Beaucaire (DSP) en projet	1447	1421	1914	1649	1431	1384	1438	1514	1662	1817
HAUTE-GARONNE	Toulouse (Régie)	1649	1623	1529	1804	1746	1749	1748	1763	1955	1989
GERS	Pas de crématorium										
	Auch (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GIRONDE	Mérignac (Régie) et										
	Montussan (DSP)	3 314	3 483	3 831	4202	4333	4376	4561	4536	4521	4513
HERAULT	Béziers (SEM)	911	1025	1119	1151	1196	1273	1193	1268	1468	1623
	Sète (Régie)	512	487	514	515	580	593	683	676	703	775
	Montpellier (SEM )	1 791	2 035	2 077	1966	1989	2061	2052	1268	1468	1623
ILLE-ET-VILAINE	Montfort sur Meu (DSP)	1202	1211	972	974	951	859	798	711	787	808
	Vern sur Seiche (DSP)	0	0	366	774	853	892	866	914	857	863
	Saint Malo (DSP)	0	0	0	0	0	278	697	767	676	676
	Saint Pierre de Plesguen (DSP) pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	248	407
INDRE	Châteauroux (DSP) Pas de projet	485	465	498	574	553	586	723	791	742	900
INDRE-ET-LOIRE	Esvres-sur-Indre (SEM)	1501	1704	1811	1778	1841	1748	1815	1804	1933	1301
	Savigny-en-Véron (DSP)	0	0	0	252	379	432	472	500	518	808
ISERE	Gières (DSP)	1 765	1 788	1745	1747	1630	1744	1767	1709	1939	1955
	Beaufort (DSP)	267	695	591	574	603	608	604	672	639	578
	Marclolles (DSP)	0	73	314	406	448	573	573	663	882	987
JURA	Lons-le-Saunier (DSP) Dôle (DSP)	630	632	682	676	802	738	860	843	1149	1226
LANDES	Dax (DSP)	647	850	845	961	1045	901	870	820	895	999
	Mont de Marsan (Régie) Ouverture en 2012	0	0	0	0	0	103	491	621	722	735
LOIR-ET-CHER	Blois (DSP) Ouvert en 2012	0	0	0	0	0	261	601	676	712	821
	Theilley (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOIRE	Saint-Etienne (DSP)	1813	1984	1476	1628	1670	1728	1796	1682	1811	1806
	Roanne (Régie) Mably (DSP)	0	0	380	661	715	735	767	889	943	939
	Saint-Etienne Montmartre (DSP)										
	En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-LOIRE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Saint-Hostien (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOIRE-ATLANTIQUE	Nantes (DSP) Saint-Nazaire (DSP)										
	Château-Thébaud (DSP)	3101	3122	3367	3481	3482	3519	3794	3853	4469	4402
	Saint-Jean de Boiseau En projet (Mode de gestion non connu)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOIRET	Saran (Régie)	1376	1441	1452	1610	1537	1439	1338	1410	1549	1533
	Amilly (DSP)	818	892	863	814	849	832	931	995	1013	1137
LOT	Pas de crématorium Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOT-ET-GARONNE	La Fox (DSP)	671	650	726	760	845	824	836	881	939	947
	Tonneins (DSP)	491	532	580	565	634	817	770	799	957	994
LOZERE	Pas de crématorium Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAINE-ET-LOIRE	Montreuil-Juigné (DSP)	1347	1398	1515	1450	1259	1256	1365	1315	1462	1600
	Cholet (DSP) Ouverture en 2011	0	0	0	0	279	467	509	537	615	733
	Loire Authion (DSP) EN PROJET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Brissac Loire Aubance (DSP) EN PROJET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENTS	IMPLANTATION ET MODE DE GESTION	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
MANCHE	Brix (DSP)	367	546	566	757	758	758	847	806	869	962
	Villedieu Les Poêles (Régie)										
	Ouverture en 2014	0	0	0	0	0	0	0	389	748	821
MARNE	Chalons en Champagne (Régie)	1098	973	1069	1054	1052	900	1090	1074	1114	1120
	Reims (DSP)	1185	1374	1485	1459	1457	1818	2047	1802	1901	1225
HAUTE-MARNE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MA YENNE	Mayenne (Régie)	497	604	754	811	800	915	883	890	983	1034
MEURTHE-ET-MOSELLE	Nancy Vandoeuvre (DSP)	1953	2073	2145	2147	2172	2418	2460	2444	2698	2703
	Pont-à-Mousson (DSP)	491	512	449	463	395	428	402	417	406	418
	Lexy (DSP) Ouverture en 2009	0	0	78	685	805	912	1005	890	908	1007
MEUSE	Bar-le-Duc (DSP)	454	636	586	639	653	652	715	685	742	733
MORBIHAN	Lorient (Régie)	1 836	1 516	1 414	1479	1458	1573	1661	1591	1647	1815
	Plescop (DSP)	346	791	898	924	1 064	1 116	1 290	1292	1381	1474
	projet (Mode de gestion non connu)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
MOSELLE	Thionville (Régie)	1 883	2 038	2 064	1921	1921	1958	2059	1923	2133	2078
	Yutz (DSP)	446	529	496	372	414	462	414	387	347	340
	Saint-Avold (DSP)	1127	1028	967	868	848	569	728	681	843	808
	Metz (DSP)	615	700	710	817	886	963	953	1017	1031	1109
	Saint-Jean-Kourtzerode (DSP)	0	0	514	763	932	1075	918	792	737	725
	Sarrebourg (DSP) Pas de Projet	0	0	4	110	130	261	1244	1259	1400	1600
NIEVRE	Nevers (DSP) Pas de projet	688	708	700	788	817	766	858	802	870	923
NORD	Wattrelos (Régie) Herlies (régie)	4 275	4 512	4 573	4258	4493	4698	4376	4 261	4658	4762
	Beuvrage (DSP)	903	976	1019	1061	961	1134	1056	1 029	930	1019
	Dunkerque (DSP)	814	832	915	946	1024	1062	1012	1 031	1057	1086
	Haumont (DSP)	1018	853	990	1020	1071	966	1050	808	692	748
	Roost-Warendin (DSP)	625	701	730	966	1088	951	802	910	994	648
	Caudry (Régie)	0	0	0	0	0	0	0	274	784	629
	Orchies (DSP)	0	0	0	0	0	0	0	0	99	451
OISE	Beauvais (DSP)	755	800	808	817	891	913	926	1053	521	802
	Meru (DSP)	310	349	498	482	610	633	607	410	426	322
	Saint-Sauveur (DSP) ouverture en 2015	0	0	0	0	0	0	0	0	405	712
ORNE	Sées (DSP) Ouverture en 2014	0	0	0	0	0	0	0	215	438	507
	Argentan (Régie) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAS-DE-CALAIS	Vendin Les Béthune (Régie)	1386	1692	1 620	1739	1831	1661	1465	1303	1376	1340
	Vendin Le Vieil (Régie)	1977	2 116	2 202	2089	2004	2184	2239	1895	1890	2250
	Beaurains (DSP)	0	0	0		0	739	1134	1134	1007	985
	Saint-Martin-Boulogne (SEM) ouverture fin 2013	0	0	0	0	0	0	604	852	955	966
	Rety (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Hénin-Beaumont (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENTS	IMPLANTATION ET MODE DE GESTION	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PUY-DE-DOME	Clermont-Ferrand (DSP)	1 449	1 549	1 679	1785	1849	1891	1925	1972	2097	2171
PYRENEES-ATLANTIQUES	Pau (DSP)	756	644	832	894	909	1069	1078	916	1100	1207
	Biarritz Crématorium côte basque (DSP)	680	709	711	704	753	953	1022	1050	1119	1103
HAUTES-PYRENEES	Azérix Tarbes (DSP)	751	924	851	871	875	938	911	934	995	945
PYRENEES-ORIENTALES	Canet en Roussillon (DSP)	1717	1831	1412	1308	1266	1580	1446	1555	1554	1534
	Perpignan (SEM)	0	0	454	730	786	726	809	872	1114	1115
BAS-RHIN	Strasbourg (SEM) Pas de projet	3 044	3 379	3 167	3123	3091	3151	2557	2655	2867	2814
HAUT-RHIN	Sauheim (DSP)	2 994	2 945	2 786	2683	2681	3039	3541	3392	3775	3575
	Mulhouse (Régie)	1487	1579	1736	1799	1889	2028	2107	2017	2173	1895
RHONE	Bron (DSP) Gleize (DSP) Lyon (Régie)	4227	3972	4093	4170	4294	4596	4643	4791	4982	5245
HAUTE-SAONE	Héricourt (DSP)	458	962	1163	1293	1403	1319	1352	1363	1592	1751
SAONE-ET-LOIRE	Sancé (DSP) Crissey (DSP) Le Creusot (DSP)	2086	2133	1865	2022	2117	2074	2339	2460	2628	2600
SARTHE	Le Mans (DSP) Ruaudin (SP) mis en service en 2011	1319	1526	1 677	1663	1845	2023	2106	2060	2228	2282
SAVOIE	Chambéry (Régie)	1 199	1 301	1 358	1382	1336	1429	1546	1564	1791	1800
HAUTE-SAVOIE	Anney (DSP)	1117	1161	1349	1434	1494	1661	1719	NC	NC	NC
	La Balme De Sillingy (DSP)	844	872	911	958	905	975	988	NC	NC	NC
	Bonneville (DSP)	0	0	0	0	0	0	0	NC	NC	NC
VILLE DE PARIS	Père Lachaise (SEM)	4 868	4 911	5 152	5361	5442	5752	5584	5682	5906	5900
SEINE-MARITIME	Rouen (DSP)	1 736	1 834	1 660	1959	1970	1958	1998	2017	2128	2079
	Le Havre (Régie)	1325	1383	1515	1484	1508	1485	1618	1605	1766	1850
	Yvetot (DSP)	812	845	810	729	820	871	828	883	874	893
	Le Petit-Quevilly (Mode de gestion non connu) En Projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SEINE-ET-MARNE	Saint-Fargeau Ponthierry (DSP)	0	289	610	645	713	719	771	755	824	804
	Saint Soupplets (DSP)	0	0	0	0	0	0	0	483	465	390
	Mareuil les Meaux (DSP) Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	20	554	621
YVELINES	Les Mureaux (DSP) Ouverture en 2010	0	0	0	371	898	1007	1082	1226	1157	1370
DEUX-SEVRES	Niort (Régie)	807	877	877	933	972	1101	1027	1072	1105	1163
SOMME	Amiens (Régie)	781	867	905	921	778	482	777	781	760	855
	Abbeville (DSP)	707	864	774	923	996	1073	830	800	877	854
TARN	Albi (DSP)	678	756	734	816	790	954	1033	1181	1295	1223
TARN-ET-GARONNE	Montauban (DSP)	425	600	740	702	703	757	713	788	885	871
VAR	Vidauban (DSP)	1 351	1 565	1 678	1755	1765	1906	1859	2049	2269	2280
	Cuers (DSP)	2 823	2 644	2 633	2791	2616	2825	2835	1871	1906	1972
	La Seine-sur-Mer (DSP) mis en service en 2014	0	0	0	0	0	0	0	1419	1679	1749
	Saint-Raphaël (DSP) En projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAUCLUSE	Orange (Régie)	0	0	0	459	1418	1366	1202	1235	1422	916
	Avignon (Régie)	0	0	0	1000	302	975	989	1053	1085	1213

DEPARTEMENTS	IMPLANTATION ET MODE DE GESTION	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
VENDEE	Olonne sur Mer (DSP)	509	552	665	647	687	737	778	845	907	919
	La Roche sur Yon (DSP)	620	753	894	894	861	1039	1017	1138	1157	1175
VIENNE	Poitiers (DSP)	769	820	880	878	1022	1060	1081	1097	1126	1199
	Antran (mode gestion non connu)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-VIENNE	Limoges (Régie) Pas de projet	1020	1096	1196	1196	1261	1317	1301	1443	1428	1507
VOSGES	Epinal (DSP)	691	825	828	849	987	922	892	1017	1036	1031
	Sainte Marguerite (DSP)	373	437	463	453	537	578	608	519	606	633
YONNE	Joigny (DSP) Auxerre (DSP)	1015	1117	1059	1265	1186	1283	1272	1146	1217	1272
BELFORT	Pas de crématorium Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	Avrainville (DSP)	614	649	773	893	889	943	982	866	925	986
	Les Ulis (DSP)	915	860	800	556	594	689	685	710	772	798
	Courcouronnes (DSP)	829	654	581	676	666	658	706	729	762	792
HAUTS-DE-SEINE	Nanterre (DSP) Clamart (DSP)	2086	2366	1742	2995	2881	2914	423	281	590	1020
SEINE-SAINT-DENIS	Montfermeil (DSP)	1497	1561	1422	1424	1473	1503	1496	1354	1416	1351
	Villetaneuse (SEM)	1228	1221	1282	1273	1214	1178	1379	1299	1342	1280
	Tremblay-en-France (DSP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL-DE-MARNE	Valenton (DSP)	1 377	1 347	1 278	1 296	1 315	1 415	1 307	1 350	1 307	1 458
	Arcueil (DSP)	1 313	1 282	1 285	1 214	1 266	1 275	1 279	1 298	1 292	1 350
	Champigny (DSP)	481	901	1 037	1 282	1 383	1 437	1 560	1 232	1 290	1 290
VAL-D'OISE	Saint-Ouen l'Aumône (DSP)	1 789	1 883	1 923	1 305	1 678	1 888	1 954	2 050	2 112	2 090
	TOTAL	17126	18324	18108	19096	19900	20836	18720	18374	19285	20151
<b>TOTAL HORS DOM</b>		<b>140 211</b>	<b>149 261</b>	<b>157 550</b>	<b>165 011</b>	<b>170 118</b>	<b>148 123</b>	<b>185 776</b>	<b>184 939</b>	<b>199 947</b>	<b>202 988</b>
<b>DOM</b>											
GUADELOUPE	Morne-à-l'eau DSP Pas de Projet	225	242	307	286	274	250	280	330	316	349
MARTINIQUE	Fort de France (DSP) Pas de projet	212	252	201	244	230	289	307	329	344	354
GUYANE		NC									
REUNION	Saint-Denis (Régie)	0	0	301	269	321	310	369	207	346	371
	Civis (régie)	0	0	143	224	174	182	188	382	300	300
	Saint-Pierre (Régie) Pas de projet	0	14	95	223	175	182	190	NC	NC	NC
MAYOTTE	Pas de Crématorium Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	Pas de Crématorium Pas de projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	437	508	1047	1246	1174	1213	1334	1248	1306	1374
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>140 648</b>	<b>149 769</b>	<b>158 597</b>	<b>166 257</b>	<b>171 292</b>	<b>149 336</b>	<b>187 110</b>	<b>186 187</b>	<b>201 253</b>	<b>204 362</b>

NB : Pour les données de la préfecture des Hauts-de-Seine, celles-ci n'ont pu être transmises intégralement en raison de la destruction des archives (incendie) et la perte de certaines données (2013 à 2015).

## ANNEXE 6 : Nombre de chambres funéraires habilitées et capacités

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE			CHAMBRES FUNERAIRES
	NOMBRE	CASES REFRIGEREES	TABLES REFRIGEREES	EN PROJET
<b>AUVERGNE-RHONE-ALPES</b>				
03 - Allier	25	106	75	1
15 - Cantal	13	55	47	1
43 - Haute-Loire	29	79	62	2
63 - Puy-de-Dôme	39	157	96	3
01 - Ain	38	159	37	2
07 - Ardèche	28	103	75	4
26 - Drôme	28	92	68	4
38 - Isère	32	175	130	1
42 - Loire	37	145	110	2
69 - Rhône	47	223	81	2
73 - Savoie	12	68	41	0
74 - Haute-Savoie	21	103	34	3
<b>TOTAL</b>	<b>349</b>	<b>1465</b>	<b>856</b>	<b>25</b>
<b>BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE</b>				
21 - Côte-d'Or	22	116	70	0
58 - Nièvre	15	42	34	3
71 - Saône-et-Loire	43	189	144	2
89 - Yonne	23	94	55	1
25 - Doubs	36	69	24	1
39 - Jura	27	83	70	1
70 - Haute-Saône	30	92	72	1
90 - Territoire de Belfort	12	37	NC	0
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>722</b>	<b>469</b>	<b>9</b>
<b>BRETAGNE</b>				
22 - Côtes d'Armor	68	180	195	1
29 - Finistère	37	130	123	0
35 - Ille-et-Vilaine	64	207	183	2
56 - Morbihan	73	216	200	0
<b>TOTAL</b>	<b>242</b>	<b>733</b>	<b>701</b>	<b>3</b>
<b>CENTRE-VAL DE LOIRE</b>				
18 - Cher	20	83	39	1
28 - Eure-et-Loir	25	94	43	1
36 - Indre	21	81	45	0
37 - Indre-et-Loire	27	152	92	1
41 - Loir-et-Cher	21	74	48	2
45 - Loiret	31	145	55	1
<b>TOTAL</b>	<b>145</b>	<b>629</b>	<b>322</b>	<b>6</b>
<b>CORSE</b>				
2A - Corse Sud	2	18	1	1
2B - Haute Corse	2	12	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>30</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE			CHAMBRES FUNERAIRES
	NOMBRE	CASES REFRIGEREES	TABLES REFRIGEREES	EN PROJET
<b>GRAND EST</b>				
67 - Bas-Rhin	34	203	42	1
68 - Haut-Rhin	28	166	68	5
08 - Ardennes	22	67	63	0
10 - Aube	20	83	63	1
51 - Mame	31	94	59	4
52 - Haute-Mame	11	33	34	0
54 - Meurthe-et-Moselle	40	115	99	1
55 - Meuse	20	47	49	0
57 - Moselle	50	210	24	2
88 - Vosges	41	114	95	4
<b>TOTAL</b>	<b>297</b>	<b>1132</b>	<b>596</b>	<b>18</b>
<b>HAUTS-DE-France</b>				
59 - Nord	159	486	NC	3
62 - Pas-de-Calais	121	0	0	3
02 - Aisne	NC	NC	NC	NC
60 - Oise	36	189	86	0
80 - Somme	42	171	185	2
<b>TOTAL</b>	<b>358</b>	<b>846</b>	<b>271</b>	<b>8</b>
<b>ILE-DE-FRANCE</b>				
75 - Ville de Paris * O.F.I.F.	2	102	0	0
75 - Ville de Paris * O.F.N.I.F.	0	0	0	0
77 - Seine-et-Marne	31	194	39	2
78 - Yvelines	15	110	20	1
91 - Essonne	21	176	20	0
92 - Hauts-de-Seine	4	82	12	0
93 - Seine-Saint-Denis	9	148	0	0
94 - Val-de-Marne	5	95	8	0
95 - Val-d'Oise	16	110	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>103</b>	<b>1017</b>	<b>103</b>	<b>3</b>
<b>NORMANDIE</b>				
27 - Eure	26	160	50	1
76 - Seine-Maritime	47	255	87	4
14 - Calvados	22	106	74	0
50 - Manche	47	132	41	1
61 - Orne	21	68	60	0
<b>TOTAL</b>	<b>163</b>	<b>721</b>	<b>312</b>	<b>6</b>

\* O.F.I.F. Opérateurs funéraires implantés en France

\* O.F.N.I.F. : Opérateurs funéraires non implantés en France

\* NC : Non communiqué

REGIONS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE			CHAMBRES FUNERAIRES
ET DEPARTEMENTS	NOMBRE	CASES REFRIGEREES	TABLES REFRIGEREES	EN PROJET
<b>NOUVELLE AQUITAINE</b>				
24 - Dordogne	43	147	114	4
33 - Gironde	23	54	25	0
40 - Landes	30	118	52	2
47 - Lot-et-Garonne	19	72	65	0
64 - Pyrénées-Atlantiques	48	122	45	0
19 - Corrèze	26	93	62	0
23 - Creuse	16	51	45	0
87 - Haute-Vienne	39	137	100	0
16 - Charente	58	82	78	0
17 - Charente-Maritime	43	175	140	3
79 - Deux-Sèvres	30	95	96	1
86 - Vienne	35	83	75	1
<b>TOTAL</b>	<b>410</b>	<b>1229</b>	<b>897</b>	<b>11</b>
<b>OCCITANIE</b>				
11 - Aude	16	66	49	1
30 - Gard	45	170	81	4
34 - Hérault	36	180	91	2
48 - Lozère	9	27	33	0
66 - Pyrénées-Orientales	32	NC	NC	2
09 - Ariège	13	41	28	0
12 - Aveyron	27	91	77	0
31 - Haute-Garonne	38	177	38	3
32 - Gers	15	NC	NC	1
46 - Lot	11	37	33	2
65 - Hautes-Pyrénées	19	64	47	2
81 - Tarn	25	81	56	4
82 - Tarn-et-Garonne	16	48	14	0
<b>TOTAL</b>	<b>302</b>	<b>982</b>	<b>547</b>	<b>21</b>
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>				
44 - Loire-Atlantique	63	206	170	7
49 - Maine-et-Loire	49	167	115	2
53 - Mayenne	19	81	55	3
72 - Sarthe	43	153	120	1
85 - Vendée	75	228	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>249</b>	<b>835</b>	<b>460</b>	<b>15</b>

REGIONS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE			CHAMBRES FUNERAIRES
ET DEPARTEMENTS	NOMBRE	CASES REFRIGEREES	TABLES REFRIGEREES	EN PROJET
<b>PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR</b>				
04 - Alpes de Haute Provence	6	31	12	1
05 - Hautes-Alpes	5	26	9	0
06 - Alpes-Maritimes	11	139	29	3
13 - Bouches-du-Rhône	30	200	50	3
83 - Var	24	151	31	2
84 - Vaucluse	18	98	16	4
<b>TOTAL</b>	<b>94</b>	<b>645</b>	<b>147</b>	<b>13</b>
<b>TOTAL GENERAL HORS DOM</b>	<b>2924</b>	<b>10986</b>	<b>5683</b>	<b>141</b>
<b>DOM</b>				
GUADELOUPE	34	122	64	1
MARTINIQUE	1	8	0	0
GUYANE	NC	NC	NC	NC
REUNION	10	14	11	4
MA YOTTE	0	2	0	0
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	1	2	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>148</b>	<b>76</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2970</b>	<b>11134</b>	<b>5759</b>	<b>146</b>
<b>TOTAL GENERAL DOM ET HORS DOM</b>	<b>5894</b>	<b>22120</b>	<b>11442</b>	<b>287</b>